



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20251209-2025_77-DE

S²LO

DÉLIBÉRATION

2025/77

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 9 Décembre 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – Mme Isabelle LEMAIRE, Conseillère communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;

Vu la délibération n° 2025/63 du 9 octobre 2025 actualisant le tableau des emplois ;


Vu l'avis du Comité social territorial en date du 4 novembre 2025 ;


Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il indique aussi qu'en cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité social territorial.

Il propose de modifier le tableau des emplois en procédant à la création de 3 emplois permanents à temps complet et à la suppression de 3 emplois permanents à temps complet, devenus vacants.

Le Président propose à l'assemblée :

 **La création d'un emploi permanent de responsable du pôle usages numériques** sur le grade d'ingénieur principal afin de coordonner les missions numériques et d'accompagner les demandes des collectivités ;


 **La création d'un emploi permanent de responsable du pôle emploi public** à tous les grades du cadre d'emplois des attachés territoriaux afin de remplacer l'emploi vacant suite à la mutation de l'agent occupant l'emploi au 1^{er} janvier 2026 ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des attachés territoriaux au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Précise que la suppression du poste de D.G.A ouvert sur le grade de directeur territorial sera effective au 1^{er} janvier 2026.

 **La création d'un emploi permanent de technicien numérique** au service des collectivités territoriales et établissements publics ouvert à tous les grades du cadre d'emploi des techniciens territoriaux ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique.

Le technicien numérique assure le déploiement et l'assistance du cofinancement numérique. Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, il s'agit d'une décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens territoriaux au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

✚ **La suppression d'un emploi permanent de Responsable du service concours**, ouvert sur le grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe.

✚ **La suppression d'un emploi permanent de Responsable du service technique**, ouvert sur le grade de technicien principal de 2^{ème} classe au 1^{er} janvier 2026.

✚ **La suppression d'un emploi permanent de Gestionnaire paie à façon** ouvert sur le grade d'adjoint administratif territorial.

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

Filière administrative

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

Grade mini : attaché territoriaux, à temps complet

Ancien effectif : 7 – nouvel effectif : 8

Grade : attaché principal, à temps complet

Ancien effectif : 4 – nouvel effectif : 5

Grade : directeur territorial, à temps complet

Ancien effectif : 2 – nouvel effectif : 3

Grade maxi : attaché hors classe, à temps complet

Ancien effectif : 2 – nouvel effectif : 3

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Grade : rédacteur principal de 1^{ère} classe, à temps complet

Ancien effectif : 14 – nouvel effectif : 13

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Grade mini: adjoint administratif territorial, à temps complet

Ancien effectif : 10 – nouvel effectif : 9

Filière technique

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

Grade : ingénieur principal, à temps complet

Ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 2

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux

Grade mini: technicien territorial, à temps complet

Ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 2

Grade : technicien principal de 2^{ème} classe, à temps complet

Ancien effectif : 4 – nouvel effectif : 5

Grade maxi: technicien principal de 1^{ère} classe, à temps complet

Ancien effectif : 2 – nouvel effectif : 3

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *ADOpte* la modification du tableau des effectifs et du tableau des emplois, ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 10 décembre 2025 ;
- ♦ *PRECISE* qu'un tableau reprenant l'ensemble des emplois, permanents et non permanents, est annexé au présent document ;

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 décembre 2025

Le Président,

René HOCQ